



Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Convention entre SNCF Réseau, l'État, la Ville de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole relative au financement complémentaire de l'étude préliminaire à la création d'un ouvrage et à la suppression du passage à niveau n°39 à Castelnau-le-Lez - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commune de Castelnau-le-Lez est traversée d'est en ouest par deux infrastructures de transport très proches l'une de l'autre, l'avenue de l'Europe et la ligne ferroviaire Tarascon-Sète. Les trafics élevés supportés par ces deux infrastructures rendent leurs intersections à niveau avec d'autres voiries particulièrement délicates.

C'est notamment le cas du Passage à Niveau n°39 (PN 39), lieu de croisement de la ligne ferroviaire Tarascon-Sète et de l'avenue Marcel-Dassault. La densité de la circulation sur cette avenue étant importante (de 10 à 11 000 véhicules par jour), elle peut entraîner un remplissage rapide du sas entre le passage à niveau et l'avenue de l'Europe, au nord et l'immobilisation de véhicules routiers sur des voies ferrées qui supportent en moyenne près de 130 trains par jour à ce point précis du réseau ferré national. Cette situation a conduit à un certain nombre d'accidents, dont quatre collisions depuis 1991 (un mort en 2011 et un blessé en 2013), et de nombreux bris de barrière.

Le « *moment* » du PN 39 (= le produit du nombre de véhicules routiers et ferroviaires qui le franchissent tous les jours) est supérieur au million. Ce moment étant élevé, le PN 39 a été répertorié par le ministère de la Transition Ecologique comme étant un passage à niveau préoccupant dont la suppression est prioritaire. Par conséquent, le PN 39 est inscrit au programme de sécurisation national. Un diagnostic réunissant la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole (gestionnaire de voirie routière) et SNCF Réseau (Gestionnaire d'infrastructure ferroviaire) a eu lieu le 08 décembre 2020, confirmant ces éléments.

A ce titre, une étude préliminaire de suppression de ce PM 39 a été réalisée en 2008. La solution retenue consistait en la création d'un passage souterrain à gabarit réduit avec une hauteur limitée à 2,80 m, un raccordement des voiries adjacentes complexe, et une prise en compte des modes doux. En raison du coût de cette solution, notamment dû aux emprises foncières importantes nécessaires à sa réalisation, les parties ont souhaité engager une étude préliminaire complémentaire visant à approfondir les réflexions de l'étude préliminaire d'origine, et à identifier des pistes d'économies par rapport à la solution initiale retenue.

À la suite de la présentation de cette étude, les parties ont donné leur accord sur la solution optimisée proposée et évaluée à 10,24 M € Hors Taxes (HT) aux conditions économiques de mars 2011 (correspondant à 11,14 M€ HT aux conditions économiques de janvier 2018).

En janvier 2018, les parties ont acté, vu la densification de l'urbanisation qu'il y a eu dans l'aire concernée par le projet depuis 2011, qu'une revue de la solution optimisée était nécessaire. Cette revue a eu lieu pendant le premier semestre 2019. Elle a donné lieu à une nette réévaluation du coût complet d'ouvrage, directement causée par des conditions de réalisation plus difficiles qu'escompté en 2011. A présent, l'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à 22,1 M€ HT aux conditions économiques de janvier 2018.

Etant entendu que toutes les parties prenantes au projet à savoir, l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Castelnau-le-Lez, et SNCF Réseau ont réaffirmé leur volonté de supprimer le PN 39, il a été décidé de relancer une optimisation du coût d'ouvrage de niveau étude préliminaire en se basant sur la nouvelle réalité foncière de la zone des travaux.

Le besoin de financement nécessaire à la réalisation de cette étude est estimé par SNCF Réseau à 96 000 €, financement intégrant les rétablissements des modes actifs le long de la voie ferrée en cohérence avec le schéma directeur des mobilités actives et la préfiguration du réseau express vélo.

Une première convention de financement à hauteur de 50 000 € a déjà été signée à cet effet entre l'Etat et SNCF Réseau à parts égales, le 14 janvier 2022. La présente convention proposée a pour objectif de financer le complément nécessaire à l'étude de niveau étude préliminaire, à savoir 46 000 € répartis à parts égales entre la Ville de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole, soit 23 000 € par collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le programme de l'opération ;
- D'approuver les termes de la convention relative au financement complémentaire de l'étude préliminaire de création d'un ouvrage afin de supprimer le passage à niveau n°39 à Castelnau-le-Lez ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182386-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Programme de l'opération
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.